

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
SUBVENTION SPECIFIQUE**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence**
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représenté par Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération HN 001-8073/20/CM du Bureau de la Métropole en date du 17 juillet 2020.

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

L'Association **LES EPUISETTES**

siège Technopole Arbois Méditerranée
BAT H- Immeuble Point Carré
Avenue Louis Philibert
La Duranne
13100 AIX-EN-PROVENCE

représentée par Son Président, Monsieur Didier GUIBAUD

ci-après désignée **« l'association »**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de l'environnement et de la réduction des déchets.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les actions conformes à son objet social, à savoir :

- Organiser, à son initiative et sous sa responsabilité, une journée de sensibilisation d'un large public à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Cette manifestation se déroulera sur le vieux port de Marseille, autour de la journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire (16/10/2022), à travers la mise en place d'ateliers pratiques et ludiques (l'art d'accommoder les restes, jus de fruits avec des fruits présentant un défaut physique...) où des chefs restaurateurs confectionneront des recettes en vue d'une dégustation gratuite.

Ces dernières sont destinées à sensibiliser un large public sur cette thématique en leur montrant que des modes de consommations sans gaspillage sont possibles et en insistant sur le fait que le gaspillage alimentaire représente 8% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde.

- Faire interagir plusieurs associations, dont Gour Méditerranée, et des entreprises du secteur de la lutte contre le gaspillage alimentaire à l'occasion de 3 temps d'échanges. L'objectif de ces temps est de faire émerger des synergies entre ces acteurs ;

- Inclure de la communication avec un message clair pour lutter contre le gaspillage alimentaire.

- Evaluer l'impact des actions réalisées.

À cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2022.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2022 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'action :

- L'annexe I à la présente convention précise :

-Le budget prévisionnel de l'action, objet de l'article 1^{er}, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc.

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) de l'action, objet de la présente convention, est d'un montant de **43 000 €**, réparti comme suit :

Action n°1 : « Journées de lutte contre le gaspillage alimentaire » : 43 000 €

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de **6 000 €**.

Cette participation représente **14 %** du coût total prévisionnel de l'action (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte maximum de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde, sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action définie à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **le compte rendu financier (Cerfa n° 15059) de l'emploi de la subvention** signé par le Président de l'association ou toute personne habilitée conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier pris en application de l'article 10 alinéa de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- **les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes** prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel, le cas échéant ;
- **le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association

Pour la Métropole

Le Président

**La Présidente
Martine VASSAL**

**ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
LES EPUISSETTES**

Budget Prévisionnel de l'Action Année 2022 (Dupliqué autant de fois que nécessaire)

3-2

Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 22

CHARGES DIRECTES		MONTANT ¹⁷	RESSOURCES DIRECTES		MONTANT ¹⁷	
60 - Achats	11 764	€	70 - Ventes de produits finis, de marchandises, prestations de services		€	
Achats stockés (matières premières, autres)	3 056	€	73 - Dotation et produits de tarification		€	
Achats épuisés et de prestations de services	5 036	€	74 - Subventions d'exploitation (13)	43 000	€	
Achats de matériel, équipements et travaux		€	Etat: préciser le(s) ministre(s) sollicité(s)		€	
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)		€			€	
Achats de marchandises		€			€	
Autres achats	3 672	€			€	
61 - Services extérieurs		13 164	€		€	
Sous-traitance générale		€	Métropole		€	
Adhésion de crédit-bail		€	Conseil Régional Sud	6 000	€	
Locations mobilières et immobilières	7 740	€	Département(s)		€	
Charges locatives et de copropriété		€	Département 13	6 000	€	
Entretien et réparations	1 296	€			€	
Primes d'assurance	2 880	€	TOTAL Métropole Aix Marseille Provence + Territoires	6 000	€	
Divers (études / recherches, documentation, colloques...)	1 248	€	Métropole Aix Marseille Provence (Echelon central)		€	
62 - Autres services extérieurs		16 152	€		€	
Personnel extérieur		€	Territoires Marseille Provence	6 000	€	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 448	€	Territoires du Pays d'Aix		€	
Publicité, information et publications	8 848	€	Territoires de Pays Salons		€	
Transports de biens et transports collectifs du personnel		€	Territoires du Pays d'Aubagne et de Roque		€	
Déplacements, missions et réceptions	1 856	€	Territoires Inter-Communes Provence		€	
Frais postaux et de télécommunications		€	Territoires du Pays de Martigues		€	
Autres (nouveaux véhicules à l'entretien etc...)		€	Communes		€	
63 - Impôts et taxes		0	€	Ville de Marseille	6 000	€
Impôts et taxes sur rémunérations		€			€	
Autres impôts et taxes		€	Organismes sociaux (détaillés):		€	
64 - Charges de personnel		0	€	Fonds européens		€
Rémunérations du personnel		€	L'agence de services et de paiement		€	
Charges sociales		€	Autres établissements publics	9 000	€	
Autres charges de personnel		€	Actes privés	10 000	€	
65 - Autres charges de gestion courante		960	€	73 - Autres produits de gestion courante		€
		€	Droit cotisations, droit manuel ou legs		€	
66 - Charges financières		960	€	76 - Produits financiers		€
		€	77 - Produits exceptionnels		€	
67 - Charges exceptionnelles			€	78 - Reprises sur amortissements provisions		€
		€	79 - Transfert de charges		€	
68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées			€			
69 - Impôts sur les bénéfices			€			
CHARGES INDIRECTES			RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES			
Charges fixes de fonctionnement		€			€	
Frais financiers		€			€	
Autres		€			€	
TOTAL DES CHARGES	43 000	€	TOTAL DES PRODUITS	43 000	€	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹⁸						
66 - Emplois des contributions volontaires en nature		7 000	€	67 - Contributions volontaires en nature		7 000
Secours en nature		€	Bénévoles	7 000	€	
Mise à disposition gratuite biens et prestations		€	Prestation en nature		€	
Personnel bénévole	7 000	€	Dons en nature		€	
TOTAL GENERAL DES CHARGES	50 000	€	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	50 000	€	

Fait à : Marseille

Le 11/04/22

Cachet de l'association

Signature du Président




¹⁷ Ne pas indiquer les crédits d'impôt. ¹⁸ L'association de demandeur est appelée sur le fait que les bénéficiaires sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics soient placés sur l'ensemble et éventuellement de justification. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectifs sollicités. ¹⁹ Le plan comptable des associations, issu du règlement 2016-06 du 05 décembre 2016, prévoit à minima une information, (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements + hors bilan + et + au passif + de composition variable.

ANNEXE II - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Nom de l'Association : LES EPUISSETTES

CONTRIBUTIONS NON FINANCIERES (mise à disposition de personnel, de local et de matériel, etc.): *(cochez la case utile)*

Pour l'exercice 2022, l'association ne bénéficie d'aucune contribution non financière.

Pour l'exercice l'association bénéficie de contribution non financière.

Si oui, veuillez les détailler :

Type de contributions non financières